



SECRETARIAT

AS/Jur (2017) CB 03 rév  
2 mai 2017

## Aux membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

### Carnet de bord de la réunion tenue à Strasbourg du 25 au 27 avril 2017

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Strasbourg du 25 au 27 avril 2017, en ce qui concerne :

- **Le mardi 25 avril 2017 à 8h30** (sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE)),
- **Visite de M. Alain Destexhe en Syrie** : a accepté de mettre ce point à l'ordre du jour de la réunion du mardi 25 avril 2017 à 14h00 ;
- **Auditions mardi matin et jeudi matin** : a décidé de rendre les deux auditions publiques et de déclassifier la note introductive sur « **Poursuivre et punir les crimes contre l'humanité voire le possible génocide commis par Daech** » ;
- **Lutter contre le crime organisé en facilitant la confiscation des avoirs illicites** (Rapporteur : M. Mart van de Ven, Pays-Bas, ADLE) : a autorisé l'organisation d'une audition avec jusqu'à trois experts lors de sa prochaine réunion les 18-19 mai 2017 à Belgrade (sous réserve de la disponibilité des fonds) ;
- **Filmer des réunions de la Commission et transmission par les médias sociaux et autres médias** : a rappelé l'Article 48.3 du Règlement, signifiant qu'il est strictement interdit pour les membres de filmer toute partie de réunion à moins que la Commission n'en décide autrement ; a demandé à M. Dominik Tarczyński (Pologne, CE) de retirer des images sur internet qu'il avait publiés de la réunion de la Commission le 7 mars 2017 à Paris ;
- **La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme** (Rapporteur pour avis : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC) (Rapporteur pour la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias : M. Jean-Yves Le Déaut, France, SOC) : a examiné un rapport déposé par la Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias et a examiné et approuvé l'avis de la Commission ;
- **Nomination de rapporteurs** :

**Pour avis :**

*Lutter contre les mariages forcés: dispositions légales et pratiques utiles* (Rapporteuse pour la Commission sur l'égalité et la non-discrimination : Mme Béatrice Fresko-Rolfo, Monaco, PPE/DC) : a nommé Mme Azadeh Rojhan Gustafsson (Suède, SOC) et a entendu de sa part une déclaration d'absence de conflit d'intérêts ;

- **Appel à candidatures pour des rapporteurs** : a fait un appel en tant que rapporteur(e)s :

**Pour rapport :**

*La nécessité de faire la lumière sur les circonstances du meurtre de Boris Nemtsov*

**Pour avis :**

*Répercussions sur les droits de l'homme de la réponse européenne aux migrations de transit en Méditerranée*

*(Rapporteur pour la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées: M. Miltiadis Varvitsiotis, Grèce, PPE/DC) ;*

- **à 9h00 : Audition jointe avec la Commission des questions politiques et de la démocratie,**
- **Poursuivre et punir les crimes contre l'humanité voire le possible génocide commis par Daech** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a examiné une note introductive et a tenu une audition jointe (ouverte au public) avec la Commission des questions politiques et de la démocratie, avec la participation de Mme Nadia Murad, survivante Yazidi d'ISIS, lauréate du Prix Vaclav Havel pour les droits de l'homme de l'APCE en 2016 (par lien vidéo) ; Mme Ewelina Ochab, chercheuse juridique indépendante, doctorante, Université du Kent, Royaume-Uni ; et M. Geoffrey Robertson Q.C., ancien Président du Tribunal spécial des Nations Unies pour la Sierra Leone ;
- **Le mardi 25 avril 2017 à 14h00** (sous la présidence de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE)),
- **Visite de M. Alain Destexhe en Syrie** : a entendu une déclaration de M. Alain Destexhe (Belgique, ADLE) suivie d'un échange de vues avec les membres de la Commission sur sa récente visite en Syrie ;
- **Les droits de l'homme dans le Caucase du Nord: quelles suites donner à la Résolution 1738 (2010)?** (Rapporteur : M. Michael McNamara, Irlande, SOC) : a pris position sur 33 amendements au projet de résolution et au projet de recommandation ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteuse : Mme Aleksandra Djurović, Serbie, PPE/DC) : a examiné une note introductive et a décidé de revenir sur ce point lors de la réunion de la Commission de mercredi ;
- **Le mercredi 26 avril 2017 à 14h00** (sous la présidence de M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC), 1er Vice-président),
- **25 ans de CPT: progrès accomplis et améliorations à apporter** (Rapporteur : M. Jordi Xuclà, Espagne, ADLE) : a noté qu'aucun amendement n'avait été déposé à ce rapport ;
- **Détournement du système d'Interpol: nécessité de garanties légales plus strictes** (Rapporteur : M. Bernd Fabritius, Allemagne, PPE/DC) : a noté qu'aucun amendement n'avait été déposé à ce rapport ;
- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteuse : Mme Aleksandra Djurović, Serbie, PPE/DC) : a accepté de tenir une audience sur la situation des ONG en Fédération de Russie lors de la réunion à Belgrade les 18-19 mai 2017 et la demande de la Rapporteuse pour une mission d'information en Turquie, tous les deux sous réserve de la disponibilité des fonds ; a décidé de revenir sur ce point lors de la réunion de la Commission de jeudi ;
- **Le jeudi 27 avril 2017 à 08h30** (sous la présidence de M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC), 1er Vice-président),
- **Sous-commission des droits de l'homme** : a entendu un rapport par M. Vusal Huseynov (Azerbaïdjan, ADLE), membre de la Sous-commission des droits de l'homme, sur la réunion tenue à Strasbourg le mercredi 26 avril 2017 et a approuvé les propositions de la Sous-commission concernant les listes des candidats pour le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) soumises par les délégations du Danemark, de France, du Luxembourg, de la République de

Moldova, de Monaco, de Norvège et de Serbie ; a accepté de reporter l'examen des listes au titre de la Croatie et la Slovénie à la partie de session de juin 2017 ;

- **Comment prévenir la restriction inappropriée des activités des ONG en Europe** (Rapporteuse : Mme Aleksandra Djurović, Serbie, PPE/DC) : en absence de la Rapporteuse, a accepté d'autoriser la Rapporteuse d'inviter deux représentants des autorités russes, peut-être des parlementaires, et deux représentants d'ONG russes à l'audition lors de la réunion à Belgrade du 18 au 19 mai, sous réserve de la disponibilité des fonds ; compte tenu de l'absence d'une délégation russe à l'Assemblée, a décidé de demander au Président de l'Assemblée d'écrire aux Présidents du Conseil de la Fédération et de la Douma d'État de la Fédération de Russie afin de les inviter à proposer deux parlementaires qui pourraient être invités à participer à cette audition ; a invité la Rapporteuse à tenir compte de certains critères spécifiques lors de l'invitation d'experts et a demandé au 1<sup>er</sup> Vice-président d'envoyer une lettre informant la Rapporteuse de ces critères ;

- **« Liste des critères de l'Etat de droit » de la Commission de Venise** (Rapporteur : M. Philippe Mahoux, Belgique, SOC) : a examiné une note introductive ;

(sous la présidence de M. Frank Schwabe (Allemagne, SOC), 2ème Vice-président),

- **Renforcer l'Etat de droit dans les pays d'Europe du Sud-Est grâce à des réformes ciblées du système judiciaire (y compris le renvoi 4255 « L'Etat de droit à nouveau menacé dans les Etats membres du Conseil de l'Europe »)** (Rapporteur : M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC) : a tenu une audition avec la participation de M. Ireneusz Kaminski, Président du droit européen et international, professeur de droit institut d'études juridiques, Académie Polonaise des Sciences, Varsovie, Pologne ; M. Kamil Zaradkiewicz, Professeur de droit, faculté de droit et d'administration, université de Varsovie ; et M. Jean-Claude Scholsem, membre suppléant à la Commission de Venise, Professeur émérite, université de Liège, Belgique ; a accepté de modifier le titre du rapport pour « Nouvelles menaces contre la primauté du droit dans les Etats membres du Conseil de l'Europe – exemples sélectionnés » ; a accepté la demande du Rapporteur de demander au Bureau de prolonger le renvoi de ce rapport jusqu'au 31 octobre 2017 et d'inviter un expert à un échange de vues sur la situation en Bulgarie lors de la prochaine réunion de la Commission à Belgrade les 18-19 mai 2017, sujet réserve de la disponibilité des fonds ;

(sous la présidence de M. Bernd Fabritius (Allemagne, PPE/DC), 1er Vice-président),

- **Lutter contre les innombrables atteintes aux droits et libertés démocratiques en Israël, et en particulier contre la « loi relative à la transparence » ou « loi relative aux ONG »** : a examiné cette proposition de résolution comme demandé par le Bureau et a décidé d'informer le Bureau qu'aucune autre mesure ne devrait y être prise ;

- **Questions diverses :**

- **État d'urgence : questions de proportionnalité relatives à la dérogation prévue à l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme** (Rapporteur : M. Raphaël Comte, Suisse, ADLE) : a accepté la demande du Rapporteur d'autoriser des visites d'information en France et en Turquie, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Poursuivre et punir les crimes contre l'humanité voire le possible génocide commis par Daesh** (Rapporteur : M. Pieter Omtzigt, Pays-Bas, PPE/DC) : a accepté la demande du Rapporteur d'élaborer un questionnaire sur la situation dans des États membres concernant les poursuites contre les membres de Daesh et leur position sur la question de savoir si les membres de Daesh avaient commis un génocide ;

- **Renforcer la réglementation internationale interdisant le commerce des biens utilisés pour la torture et la peine de mort** (Rapporteur : M. Vusal Huseynov, Azerbaïdjan, PPE/DC) : a accepté la proposition du Rapporteur de tenir une audition sur la question lors de la prochaine réunion de la Commission à Belgrade les 18-19 mai 2017 et d'inviter trois experts, sous réserve de la disponibilité des fonds ;

- **Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** : a accepté la demande de la délégation roumaine pour M. Titus Corlatean (PPE/DC) afin qu'il devienne le suppléant de Mme Alina Gorghiu (PPE/DC) à cette Sous-commission;

- **Prochaines réunions** : a pris note de ses prochaines réunions ;

*Commission plénière :*

- Belgrade, Serbie, 18-19 mai 2017
- Strasbourg, pendant la 3ème partie de session de l'Assemblée de 2017 (26-30 juin 2017)
- Paris, 5 septembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Strasbourg, pendant la 4ème partie de session de l'Assemblée de 2017 (9-13 octobre 2017)
- Paris, 13 novembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)
- Paris, 12 décembre 2017 (Bureau du Conseil de l'Europe) (à confirmer)

\*\*\*\*\*

**La Sous-commission sur la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme** (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le 25 avril 2017 à 15h20, sous la présidence de Mme Eka Beselia (Géorgie, SOC), en ce qui concerne :

- **Élection du Bureau de la Sous-Commission** : a élu M. Leonid Yemets (Ukraine, PPE/DC), Vice-président, par acclamation ;
- **Prochaine réunion** : a laissé le soin à sa Présidente de convoquer la prochaine réunion.

\*\*\*\*\*

**La Sous-commission des droits de l'homme** (de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme), réunie à Strasbourg le 26 avril 2017 à 14h30, sous la présidence de M. Pieter Omtzigt (Pays-Bas, PPE/DC), Vice-président, en ce qui concerne :

- **Comité européen pour la prévention de la torture (CPT)** : a examiné et a fait des recommandations à la Commission plénière pour les listes des candidats pour le CPT au titre : du Danemark, de la France, du Luxembourg, de la République de Moldova, de Monaco, de la Norvège et de la Serbie. A accepté de reporter l'examen de listes au titre de la Croatie et la Slovénie à la partie de session de juin 2017 ;
- **Prochaine réunion** : pendant la partie de session de juin 2017.

Günter Schirmer, David Milner, Agnieszka Szklanna, Isild Heurtin

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire  
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire  
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée  
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie  
Secrétaire Général du Congrès  
Secrétaire du Comité des Ministres  
Directeurs Généraux  
Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe  
Directrice du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme  
Directeur de la Communication  
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe